



Parti socialiste
morges



Morges, le 28 novembre 2024

L'initiative communale "Pour davantage de logements abordables à Morges" en bonne voie

La Municipalité de Morges a publié aujourd'hui son préavis sur l'initiative communale "Pour davantage de logements abordables à Morges". Le comité d'initiative constate avec satisfaction que le règlement proposé par la Municipalité va globalement dans le sens de l'initiative. Il relève qu'il a néanmoins fallu une initiative populaire et les paraphe·s de plus de 2'000 Morgien·ne·s pour voir enfin la politique communale du logement évoluer, en pleine crise du logement.

Ce jeudi 28 novembre 2024, la Municipalité de Morges a publié son préavis sur l'initiative communale "Pour davantage de logements abordables à Morges". Dans ce préavis, la Municipalité propose au Conseil communal un projet de règlement de préfinancement qui permet de mettre en œuvre le texte de l'initiative, rédigée en termes généraux. Elle y adjoint également une présentation de sa nouvelle politique municipale du logement et de l'habitat.

Le comité d'initiative constate que le règlement respecte globalement les termes de l'initiative et que la Municipalité de Morges a donc adopté son objectif politique. Signée par plus de 2'000 Morgiennes et Morgiens, notre initiative répond à un véritable besoin de la population dans un contexte de crise du logement et du pouvoir d'achat. Le texte, équilibré et raisonnable, a également pu convaincre l'exécutif de la Ville, à majorité de droite. Le fait - imposé par MCH2 - que le préfinancement ne puisse être alimenté en cas d'exercice déficitaire compromet toutefois l'assurance que le fonds puisse être alimenté chaque année. Un travail sera fait au Conseil communal pour se prémunir de ce risque et s'assurer que des ressources suffisantes soient allouées à cette nouvelle politique importante pour la population.

Après des années d'interventions au Conseil communal, avec de nombreuses interpellations et postulats déposés par les groupes du Parti socialiste et indépendant·e·s de gauche (PSIG) et des Vert·e·s sur les politiques foncières et du logement qui sont restés lettres mortes, nous sommes satisfait·e·s de voir enfin la politique du logement se développer à Morges. Nous soulignons néanmoins qu'il nous aura fallu plus d'une année de travail pour rédiger un texte, créer une alliance large, préparer la campagne et récolter plus de 2'000 signatures en trois mois pour convaincre la Municipalité d'agir enfin. Pourtant, la crise du logement est bien réelle à Morges et la population est en demande de politiques en faveur des locataires, comme le montrent les résultats clairs des votations fédérales sur le droit du bail de dimanche dernier.

Tout n'est pas encore joué pour notre initiative qui va maintenant être débattue en commission ad hoc, puis en plénum du Conseil communal, où beaucoup de choses peuvent encore se passer. Nous devons également prendre le temps de nous pencher sur la politique municipale du logement, présentée dans le préavis. Enfin, le comité d'initiative souligne que ce règlement permettra d'assurer des fonds pour le droit de préemption, mais cela ne voudra pas dire que le taux de logements d'utilité publique va automatiquement augmenter : pour cela, il faudra encore la volonté politique municipale d'actionner cet outil.

Contacts :

- Camille Robert, conseillère communale, présidente du PS Morges, 078 891 39 41
- Yvan Christinet, conseiller communal et co-chef de groupe des Vert·e·s, 078 624 06 07
- Jean-Bernard Thüler, conseiller communal, membre du POP, 077 426 60 02